

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026 DU SIAC

---

### Préambule :

La production d'un rapport d'orientations budgétaires, ainsi que son exposé suivi d'un débat, est une obligation inscrite au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L. 2312-1 pour les Communes. Ces dispositions sont également applicables au SIAC, syndicat mixte.

### Article L. 2312-1 :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois (**dix semaines en M 57**) précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

### L'article D 2312-3 en précise le contenu :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° [84-53](#) du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Avec l'adoption des nouveaux statuts (passage en syndicat « à la carte » dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI en transfert) à effet au 01/01/2024, les contributions au SIAC s'analysent selon 4 ordres :

1. Clé générale,
2. Clé coordination du bassin versant (il s'agit de la compétence décrite à l'item 12 de l'article L211-7 du Code de l'environnement),
3. Clé de contribution à la compétence GEMAPI transférée à la carte (qui se décompose en une contribution au coût net des travaux d'investissement engagés pour chaque adhérent et un solde appelé selon une clé de contribution calculée sur la base de 3 critères : 50 % surface du bassin versant, 25 % population INSEE et 25 % potentiel fiscal)
4. Remboursement du coût net pour les actions en délégations (GEMAPI)

A cela peut s'ajouter ponctuellement des contributions pour des prestations de service qui sont appelées selon les règles prévues dans chaque convention conclue (par exemple : le dispositif LEADER du GAL du Nord des Alpes portée par le SIAC).

Le présent rapport d'orientations budgétaires est donc présenté selon ces 4 parties distinctes. Une ventilation analytique est opérée comptablement en dépenses et recettes par les services du SIAC en ce sens (en nomenclature M57).

### 1. Les compétences du SIAC financées par la clé générale :

#### Clé générale de contributions au SIAC par ses 3 EPCI membres :

70 % au prorata de la population DGF, 30 % au prorata de la population INSEE (population totale INSEE)

Cette clé de contribution des EPCI membres du SIAC permet d'assurer le financement de l'administration générale, des compétences SCoT et stratégie de mobilité/désenclavement, des actions des services GEOPARC et politiques contractuelles du SIAC, ainsi que le service de la dette dans ces domaines c'est-à-dire le remboursement des emprunts liés au désenclavement multimodal du Chablais (contournement routier de THONON LES BAINS, Haut Débit, ligne ferroviaire du LEMAN EXPRESS ainsi que l'aménagement des Gares).

A ce stade de l'exécution budgétaire 2025, il est projeté un exercice légèrement excédentaire en 2025 (en intégrant en recettes un premier acompte de perception de la subvention du Département de la Haute-Savoie pour les espaces d'expositions permanentes du GEOPARC – le versement de cet acompte a été demandé).

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des dépenses, des recettes et du résultat de chaque exercice depuis 2019 :

	Antérieur	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 projection
Dépenses réelles de fonctionnement		1 894 387,40 €	1 845 868,98 €	2 099 839,80 €	1 868 406,07 €	1 920 890,75 €	1 914 543,47 €	1 974 000,00 €
Recettes réelles de fonctionnement		3 588 953,64 €	3 502 687,07 €	3 582 761,11 €	3 803 492,44 €	3 762 660,39 €	3 739 787,65 €	3 697 000,00 €
Dépenses réelles d'investissement		1 045 649,53 €	1 233 178,24 €	1 916 145,23 €	1 144 661,21 €	1 187 318,50 €	1 197 447,13 €	1 650 000,00 €
Recette réelles d'investissement (hors 1068)		989 429,52 €	115 221,51 €	21 928,00 €	42 944,30 €	15 979,09 €	66 915,43 €	108 000,00 €
Résultat de l'exercice		1 638 346,23 €	538 861,36 €	-411 295,92 €	833 369,46 €	670 430,23 €	694 712,48 €	181 000,00 €
Résultat cumulé (hors RAR)	-902 444,44 €	735 901,79 €	1 274 763,15 €	863 467,23 €	1 696 836,69 €	2 367 266,92 €	3 061 979,40 €	3 242 979,40 €

#### 1.1 La dette et le ratio de désendettement

Le SIAC ne souscrira pas d'emprunt au cours de l'exercice 2025. A ce stade de la préparation budgétaire, il n'est pas envisagé, non plus, de souscrire d'emprunt au cours de l'année 2026, les projets d'investissement et participations aux projets structurants d'intérêt chablaisien 2026 seront autofinancés au cours de l'exercice grâce à l'épargne transitoire constituée depuis 2019.

Les marchés publics de conception et fabrication des dispositifs immersifs et des mobiliers d'expositions du GEOPARC ont été signés en début d'année 2025. La mise en œuvre a bien progressé sur deux sites au moins. Elle se poursuivra en 2026 ce qui impactera légèrement l'épargne transitoire.

En ce qui concerne le ratio de désendettement, les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes lors de son dernier audit du SIAC sont les suivantes :

*« la capacité de désendettement du SIAC s'établit fin 2017 à 20,9 ans. Même si ce ratio doit être analysé au regard des spécificités du SIAC ..., il demeure trop élevé au regard de la durée de vie moyenne élevée de la dette du SIAC, une capacité de désendettement de 15 ans devrait être considérée comme un plafond pour la solvabilité du syndicat »... Le maintien d'un haut niveau d'épargne brute ... est donc nécessaire au maintien de la solvabilité du syndicat ».*

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de cet indicateur de 2019 à 2025 (estimation à confirmer pour 2025 pour les compétences générales) :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 projection
Epargne brute	1 694 566,24 €	1 656 818,09 €	1 482 921,31 €	1 935 086,37 €	1 841 769,64 €	1 825 244,18 €	1 723 000,00 €
Remboursement capital emprunts	998 777,34 €	1 031 086,20 €	1 050 839,36 €	1 071 494,42 €	1 093 094,05 €	1 115 683,00 €	1 139 308,00 €
Epargne nette	<b>695 788,90 €</b>	<b>625 731,89 €</b>	<b>432 081,95 €</b>	<b>863 591,95 €</b>	<b>748 675,59 €</b>	<b>709 561,18 €</b>	<b>583 692,00 €</b>
Encours de la dette au 31/12	27 631 786,00 €	26 600 700,00 €	25 549 860,00 €	24 478 366,00 €	23 385 272,00 €	22 269 589,29 €	21 130 281,00 €
Ratio de désendettement	<b>16,31</b>	<b>16,06</b>	<b>17,23</b>	<b>12,65</b>	<b>12,70</b>	<b>12,20</b>	<b>12,26</b>

Il convient de noter que ce ratio calculé annuellement doit être analysé comme une tendance, en lissant les données, car des décalages de dépenses et recettes peuvent très facilement le faire varier ; le SIAC étant un syndicat compact en matière de compétences exercées et de services, disposant aussi d'une capacité à mobiliser des sources de financement autres que les contributions des membres (subventions européennes pour l'animation LEADER, etc...).

De 2019 à 2024, la tendance montre une nette amélioration du ratio, conformément aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes. Ce ratio devrait se stabiliser autour de 12 années en 2025.

## 1.2 Contribution des EPCI membres du SIAC en 2026 :

Il convient de rappeler que la contribution par habitant (selon le calcul de la clé) a été stable depuis 2019, à 19,20 € par habitant, et ceci jusqu'en 2024. La participation des membres n'ayant évolué qu'en fonction de la croissance démographique.

En 2025, elle a connu une baisse de 1 € par habitant clé.

Le tableau ci-dessous montre cette évolution :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Montant contribution par habitant clé	<b>19,20 €</b>	<b>19,20 €</b>	<b>19,20 €</b>	<b>19,20 €</b>	<b>19,20 €</b>	<b>19,20 €</b>	<b>18,20 €</b>
Nombre d'habitant clé générale	<b>164 484</b>	<b>166 705</b>	<b>167 993</b>	<b>170 443</b>	<b>173 241</b>	<b>175 676</b>	<b>177 548</b>
Total contribution EPCI	<b>3 158 100,00 €</b>	<b>3 201 000,00 €</b>	<b>3 225 464,00 €</b>	<b>3 272 506,00 €</b>	<b>3 326 227,00 €</b>	<b>3 372 987,00 €</b>	<b>3 231 365,00 €</b>

En 2025, près de 51 % des contributions provenant de la clé générale ont été directement affectées au service de la dette (intérêt et remboursement du capital) :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Annuité emprunts	1 922 795,39 €	1 923 439,79 €	1 907 995,81 €	1 894 009,08 €	1 880 672,69 €	1 867 546,22 €	1 864 886,73 €
Annuité emprunts/contribution EPCI	54,04%	53,33%	52,45%	51,27%	50,04%	48,96%	51,02%
Disponible = Contribution EPCI-annuité emprunts	1 451 559,07 €	1 493 814,67 €	1 533 722,65 €	1 594 751,38 €	1 661 808,77 €	1 721 695,24 €	1 582 732,73 €
Contribution par hab.ts hors emprunts (disponible/hab.t clé)	8,82 €	8,96 €	9,13 €	9,36 €	9,59 €	9,80 €	8,91 €

\* dans ce tableau, le disponible tient compte du fonds de soutien aux emprunts structurés qui allège d'environ 216 000 € par an le poids de la dette à rembourser.

Une autre part des contributions permet d'autofinancer et provisionner des investissements (par exemple : participations au LEX à solder en 2026, espaces d'expositions permanentes du GEOPARC, contribution à l'INRAE à verser en 2026 et/ou 2027, contribution au SERM à verser en 2025 et/ou 2026 et autres projets à venir).

Toutefois, le tableau précédent montre que le disponible pour les actions propres au SIAC, après service de la dette, a été impacté en 2025 par la diminution des contributions des EPCI membres du SIAC.

Concernant les participations 2026 des 3 EPCI-FP membres du SIAC, il sera étudié, en groupe de travail finances, l'ajustement des participations pour viser la combinaison de 2 objectifs :

- Un résultat de l'exercice 2026 à « 0 », sans utilisation de l'épargne transitoire pour le fonctionnement courant du SIAC, (cette épargne étant affectée à l'investissement pour des projets d'intérêt chablaisien) mais cette épargne n'ayant plus vocation à croître en 2026 compte tenu de la visibilité actuelle sur les nouveaux projets structurants pour le territoire,
- Maintenir un ratio de désendettement proche de 12 ans.

Les participations des EPCI seront discutées en groupe de travail finances en s'assurant qu'elles permettent au SIAC de respecter les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.

### 1.3 Les effectifs et les rémunérations (partie commune aux 4 modes de contribution au SIAC)

Au sujet de l'évolution du nombre de postes au SIAC en 2026 en ce qui concerne les compétences générales du SIAC, le recours à un recrutement temporaire en contrat de projet (2,5 ans) pourrait être envisagé.

Ce poste se consacrerait à

- 50 % à l'animation PAEC (sinon il faudra continuer à externaliser selon une estimation proche de 59 100 € en 2026 car il y aura davantage de contrats à suivre que l'année précédente) ;
- et à 50 % à la mise en œuvre du projet INTERREG MAGICC.

Ce nouveau poste temporaire serait subventionné à 75 % environ sur la durée du recrutement. Ce poste ne serait pas permanent mais pour la durée des actions ainsi mises en œuvre d'où le recours à un contrat dit « de projet ».

Avantages en nature au SIAC : néant.

Heures supplémentaires rémunérées en 2025 à ce jour : 15 heures 33 (concerne un agent de catégorie C).

Le régime indemnitaire est resté inchangé en 2025 à ce jour.

L'évolution future de la valeur du point d'indice du traitement des fonctionnaires n'est pas définitivement connue mais il est vraisemblable que le point d'indice ne progresse pas.

Par contre, la poursuite de l'impact sur la masse salariale de l'évolution progressive des taux de cotisations CNRACL (pour les agents titulaires et les stagiaires) est à intégrer en 2026 (continuation de l'augmentation sur plusieurs années – 2025 à 2028). Cet impact est cependant limité au SIAC eu égard au nombre d'agents titulaires.

En 2026, il est prévu de mettre à jour le régime de la participation aux mutuelles compte tenu de nouvelles dispositions législatives (7 € mensuel minimum pour la mutuelle prévoyance au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et 15 € mensuel pour la prévoyance santé au 1<sup>er</sup> janvier 2026). Cf délibération proposée ce jour.

#### 1.4 Administration générale et services ressources

Le périmètre de l'administration générale du SIAC et des services ressources n'a pas connu d'évolution en 2025 (Présidente et 5 Vice-Présidents, 5 agents dont 3 à temps partiels 80 %).

En 2026, il faudra s'interroger sur le renouvellement du serveur informatique qui a été prolongé encore une année en 2025. Une solution de serveur hébergé (location) est en projet. Cette solution sera plus évolutive et plus sécurisée.

Les véhicules du SIAC n'ont pas été renouvelés depuis longtemps. Il faudra s'interroger sur un renouvellement en 2026.

#### 1.5 Désenclavement multimodal et engagements pluriannuels

Il n'est pas envisagé à ce jour de modifier l'AP/CP (autorisation de programme/crédit de paiement) pour les appels de fonds SNCF RESEAU, faute d'indication nouvelle à ce jour sur le déroulement des derniers travaux.

##### 1. Autorisation de programme n°1 : participation à la ligne LEMAN EXPRESS

- Total de l'autorisation de programme : 4 046 768 €
- Crédits de paiement réalisés à fin 2018 : 3 025 425 € (75 %)
- Crédits de paiement 2019 : néant
- Crédits de paiement 2020 : néant
- Crédits de paiement 2021 : 818 540,03 € (20 %)
- Crédits de paiement 2026 : 202 802,97 € (Solde 5%)

Le travail d'élaboration et mise en œuvre de la Stratégie ferroviaire de désenclavement du Chablais se poursuivra (consultation à lancer pour un nouveau marché public de prestations auprès d'un Cabinet spécialisé). Ce travail sera utile pour apporter des éléments techniques d'analyse et de négociation dans le cadre de la démarche SERM en cours

En 2025, la participation de 25 000 € au dispositif SERM, inscrite au BP 2025, n'a pas été appelée à ce jour. Une réduction est en cours de concrétisation compte tenu de l'engagement accru de l'Etat pour couvrir les frais d'élaboration (une nouvelle convention est en cours d'élaboration pour signature avant la fin de l'année) avec une réduction de cette participation du SIAC. Une nouvelle participation 2026 du SIAC n'est pas connue à ce stade de l'avancement du processus.

#### 1.6 Pôle Dynamiques territoriales

Le service est maintenant constitué de deux agents. Le second poste, laissé vacant en 2024, a été pourvu au 1<sup>er</sup> janvier 2025 afin de faire face à la charge de travail correspond à la réalisation en interne du bilan à 6 ans du SCoT qui est une obligation réglementaire. Le suivi de la consommation foncière est également réalisé en interne par l'agent SIG.

L'année 2026 verra la poursuite de l'action Plan Paysage en cours (3 Communes participantes) et il faudra relancer l'appel à manifestation d'intérêt avec un objectif de travailler sur 3 autres secteurs (Communes ou partie d'EPCI ou thématique).

Pas de projet nouveau prévu à ce jour (mais continuation de l'action Life Biodiv'France).

Une formation décentralisée a eu lieu en 2025 (formation auprès des élus et techniciens des EPCI et Communes du Chablais). En seconde partie de l'année 2026, notamment pour les nouveaux élus, il pourrait être envisagé d'organiser une nouvelle formation « urbanisme » décentralisée en partenariat avec le CAUE. Ce point sera à travailler en début d'année prochaine pour programmation éventuelle.

### 1.7 Pôle Géoparc mondial UNESCO du CHABLAIS

Le service comprend 3 postes.

Un sujet majeur sera la finalisation des espaces d'expositions permanentes sur deux sites (Evian et Montriond). Une AP CP a été votée en 2024 et devra être mise à jour lors de l'adoption du budget primitif de l'exercice 2026. Une subvention du CD 74 est à recevoir au titre de cette opération (le versement d'un acompte de 50 % a été demandé).

#### Différentes actions nouvelles sont prévues :

- Nouveau dispositif « Classes de Lac du GEOPARC Mondial UNESCO du CHABLAIS » pour 18 448 € (pour 8 classes) maximum ;
- Financement de sorties scolaires : 4 500 € ;
- Réédition du catalogue pédagogique et « web développement » ;
- Recherches scientifiques pour Nifflon, Lac de Haute-Montagne, Baie de Coudrée ;
- Courtes vidéos pour la communication GEOPARC ;
- Travail sur la base de données du GEOPARC (report en 2026 de cette action initialement prévue en 2025).

Ainsi que la poursuite d'actions récurrentes notamment les animations.

### 1.8 Pôle politiques contractuelles

Le service est constitué de 2 agents.

En 2025, l'essentiel du travail a été consacré au programme LEADER 2023-2027 à l'échelle du GAL des Alpes du Nord (cette animation/coordination est subventionnée, le coût salarial des deux agents du SIAC est ainsi couvert en partie par cette subvention).

Pour le suivi du Projet Agro Environnemental et Climatique (PAEC), des mises à jour des contractualisations MAEC réalisées en 2023 avec les exploitants agricoles ont eu lieu (externalisation dans le cadre d'un marché public). C'est une obligation à mi-contrat (donc en 2025 pour les contrats 2023). Cette action sera à poursuivre en 2026 pour les contrats conclus en 2024.

Suite aux conventions de prestations de service conclues avec les 3 EPCI membres du SIAC, les actions d'animation de la filière forestière ont débuté. Il sera proposé les interventions suivantes en 2026 :

- Bourse foncière pour 6 500 € TTC ;
- Publipostage auprès des propriétaires forestiers pour 10 000 € TTC ;
- Organisation de Trois Rendez-vous du Bois ;
- Animation forestière pour 40 000 € environ ;
- Entreprises de travaux forestiers - soutien à la transmission d'entreprises et aide aux recrutements : pour 14 000 € environ ;
- Promotion du bois Energie (partenariat SYANE pour inventaire de la ressource en plaquettes) ;
- Cotisations diverses : 2 150 € (COFOR, Leader, PEB).

## **2. Compétence Coordination du Bassin Versant des Dranses et Est lémanique :**

### **Clé Coordination du Bassin Versant (item 12) :**

25% selon la population INSEE, 25 % selon le potentiel fiscal, 50 % selon la surface du bassin versant.

(Pour THONON AGGLOMERATION, ces données prennent en compte les communes de THONON LES BAINS, ARMOY et LE LYAUD)

Le service est constitué principalement d'un agent (Ingénieur territorial) et une partie d'un agent administratif en support. En 2026, stabilité sur le personnel et les charges courantes.

Au cours de l'exercice prochain, il s'agira principalement de préparer le second contrat (« contrat de milieu ») afin de contractualiser des subventions avec l'Agence de l'Eau et le CD 74 pour les années futures auprès de divers maîtres d'ouvrages.

En application de la réorganisation qui s'inscrit en cohérence avec la mise en place du service GEMAPI par transfert à la carte, les actions se déclineront toujours en 5 thèmes :

- Concertation des instances et des partenaires : cette animation s'appuie principalement sur les ressources humaines du service. Diverses adhésions sont à poursuivre (ANEB, ARRA, France Digue...) ;
- Pilotage des politiques contractuelles : bilan du contrat de rivières n°1 en cours de finalisation, études de définition pour la préparation du contrat n°2 (contrat de milieu).
- Observatoire des fonctionnalités des milieux aquatiques : Continuation des suivis post travaux (IBGN, piscicole, odonates, chiroptères, micromammifères). Continuation de l'étude de définition des EBF – finir le secteur CCHC et dans la seconde partie de l'année 2026, concertation sur le planning à mener avec la CCPEVA pour leur territoire.
- Conciliation des usages : Etude d'impact des éclusés en maîtrise d'ouvrage déléguée sans participation financière du SIAC (étude à lancer selon le recrutement en cours pour pourvoir le poste vacant). Entretien des stations de mesure à poursuivre.
- Mise en valeur du bassin versant : quelques actions de communication.

## **3. Compétence GEMAPI par transfert à la carte (de CCPEVA et CCHC) :**

### **3.1 La partie fonctionnement GEMAPI en transfert à la carte :**

Stabilité sur le nombre de postes et les charges communes (ou diminution par rapport au prévisionnel 2025 compte tenu du recrutement en cours).

Partie boisements de berges et lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) : montant global de dépenses similaire à 2025 (environ 250 000 € TTC). Marché public en cours de préparation pour le traitement des EEE : 145 000 € TTC sur 5 ans (fait suite au volet EEE du plan de gestion de la végétation rivulaire).

En recettes, solde du dossier de 180 000 € subventionnable et acompte du dossier de 600 000 € déposé courant 2025.

Transport sédimentaire : un montant de dépenses envisagé autour de 90 000 € TTC à répartir entre les travaux, les pêches de sauvegarde préalables et les mesures topographiques. Pas de recettes en 2026 (normalement en 2027 suite à l'avancement).

Pour les systèmes d'endiguement, possibilité de devoir mettre à jour les études de danger suite à la visite de la DREAL à l'automne 2025 et du rapport qui vient de nous parvenir et qui est à analyser. Somme de 10 000 € pour l'entretien suite aux relevés de désordres lors des visites annuelles 2023 et 2025 (principalement contrôle de la végétation et lutte contre les fousseurs).

Pour le dispositif de gestion des urgences : modélisation météo (suite), astreinte de l'entreprise LEC et fonds d'urgence maintenu à 100 000 €.

Début de la mise en œuvre du plan de gestion des zones humides (le plan de gestion évoque une version allégée des travaux estimée à hauteur de 1 412 000 € H.T. à réaliser en plusieurs années) :

- Partie sensibilisation/communication en section de fonctionnement (enveloppe réduite à 10 000 € TTC dans ce scénario au lieu des 25 000 € TTC demandés)
- Partie investissement proposée sur CCPEVA et CCHC (début des études de MOE).

Pour la première simulation budgétaire 2026 élaborée, les participations des EPCI seraient globalement similaires à 2025 (mais sans abondement supplémentaire au fonds d'urgence qui serait maintenu à 100 000 € TTC).

### 3.2 La partie investissement GEMAPI en transfert à la carte :

Pour le secteur CCPEVA :

Les actions suivantes seraient à engager (au moins les études de maîtrise d'œuvre et les démarches pour les demandes d'autorisation préalables aux travaux) :

- Travaux Le Malève et La Dransette ;
- Travaux Nant de Darbon ;
- Travaux à Miolène : 10 000 € pour le début du déboisement et la reconnexion de la zone humide ;
- Pont de la Cour à Vacheresse ;
- Démarrage des actions de restauration des zones humides.

Pour le secteur CCHC :

Pour l'opération Dranse de Morzine (3 secteurs), il est prévu la finalisation des derniers travaux (hors entretien de la végétation pour garantie de reprise qui se poursuivra deux ans après plantation).

Il est envisagé le début de l'opération Le BOCHARD (Maîtrise d'Oeuvre) ainsi que, le cas échéant, le démarrage d'actions de restauration de zones humides (ce dernier point est à confirmer par la CCHC).

## **4. Délégation de compétence GEMAPI (de THONON AGGLOMERATION) :**

### 4.1 La partie fonctionnement en délégation

En fin d'année 2024, la conclusion d'une convention de délégation de compétence GEMAPI est intervenue avec THONON AGGLOMERATION pour les travaux d'entretien dans le secteur de la Basse Dranse. Cela concerne principalement le transport sédimentaire, le traitement des embâcles et des boisements de berges. Ces actions s'inscrivent dans le cadre des plans de gestion élaborés par le SIAC.

Un secteur en amont du Pont de la Douceur serait concerné, en 2026, par une action d'entretien de la végétation rivulaire (berge sur les Communes de Le Lyaud et Armoy). Plus en aval, un suivi du transport solide a lieu notamment entre les deux ponts routiers mais pas de prévision d'intervention à ce jour (attente des travaux SNCF Réseau sur le changement du pont ferroviaire).

### 4.2 La partie investissement en délégation (les comptes 45)

Pour THONON AGGLOMERATION, il conviendra d'achever l'opération de restauration écomorphologique et prévention des inondations dans le secteur de la BASSE DRANSE. Il reste principalement les soldes des subventions à recevoir.